

T'AS VU LE NOM DE TA RUE ?

1836

1925



LE GENERAL MANGIN

SOUDAN
MISSION MARCHAND
TONKIN
AFRIQUE OCCIDENTALE
MAROC
BELGIQUE
MARNE
VERDUN
VILLERS - COTTERETS
SOISSONS LAON
METZ
MAYENCE

GUIDE DU SOISSONS

COLONIAL

T'AS TU LE NOM DE TA RUE ?

GUIDE DU SOISSONS COLONIAL

Les oscars de la colonisation :

■ : *Lié à la colonisation*

■ ■ : *Soutient et organise l'expansion coloniale, participe à la répression, organise la guerre contre les indépendantistes*

■ ■ ■ : *Un massacreur*

✿ : *Flirte avec le fascisme*

✿ ✿ : *Dirigeant fasciste*

* : *Personnalité antiraciste*

** : *Personnalité ayant un regard critique sur le colonialisme*

*** : *Anticolonialiste actif*

Les rues sont classées dans l'ordre alphabétique des noms propres.

Un index des rues figure à la fin de cet ouvrage.

Les noms soulignés renvoient à une autre notice de ce guide.

A la mémoire des tirailleurs marocains, sacrifiés dans la bataille de Crouy (1915), pour permettre le repli de l'armée française sur l'autre rive de l'Aisne, après une offensive désastreuse ;

A la mémoire des tirailleurs sénégalais sacrifiés inutilement dans la bataille du Chemin des Dames (1917), enterrés, pour la plupart, dans des fosses communes des cimetières militaires du Soissonnais ;

A la mémoire des Indochinois oubliés, qui ont déminé la ville de Soissons en 1919 et dont les tombes portent la mention étrange « mort pour la France ».

Introduction

Quel lien entre Soissons et les colonies ? La colonisation n'est-elle pas très lointaine, dans cette ville qui ne s'est pas enrichie, ou si peu, dans l'aventure coloniale ?

Le lien qui existe entre Soissons et le colonialisme, c'est celui de l'armée coloniale et c'est assez visible dans les noms de rues, si l'on creuse un peu, derrière la plaque bleue.

Soissons est une ville de garnison et une ville du front, assez rapidement dans les guerres de 1814, 1815, 1870, 1914 – le Front s'arrête à Soissons qui est prise, reprise... – et encore en 1940...

Ces militaires qui exercent là leurs talents, font leurs classes dans les colonies, y pratiquent les répressions coloniales que l'on voudrait oublier et reviennent en métropole, avec des régiments de tirailleurs sénégalais qu'ils sacrifient dans des batailles inutiles, comme celle du Chemin des dames.

Les fosses communes des cimetières militaires du Soissonnais – trois immenses cimetières pour cette ville de 30 000 habitants – sont pleines de leurs dépouilles.

J'ai écrit ce guide en pensant à eux, mais aussi aux personnes racisées, cibles d'un racisme systémique dont l'exaltation des conquêtes coloniales, dans une mythologie nationale excluante, est un des éléments constitutifs.

A Soissons, les Français d'origine marocaine forment le groupe le plus important parmi les citoyens issus de l'immigration et je me suis toujours demandé quel effet cela leur faisait de voir le nom « Maroc » sur la stèle en l'honneur du général Mangin, de comprendre que la soumission coloniale de leur pays d'origine, acquise dans la répression des révoltes indigènes et dans le sang de la Guerre du Rif, était ainsi glorifiée.

L'heure est au déboulonnage des statues. Après la mort de George Floyd, les antiracistes politiques des États-Unis remettent en cause le suprémacisme et le privilège blanc, visible ou invisible. Les militants de *Black Lives Matter*, soutenus par les Juifs de *Jewish Voice for Peace*, par les membres d'*AAPI (Américains asiatiques et des îles du Pacifique)* ou par des organisations de Latinos – « *Tu lucha es mi lucha* » – et bien d'autres encore, mettent en cause, non l'Histoire comme le prétend Trump, mais une mémoire biaisée, une mémoire meurtrière qui s'appuie sur les Confédérés pour légitimer la domination blanche.

L'odonymie – étude des noms de rues – révèle, à Soissons, une accumulation semblable aux couches sédimentaires superposées, qui constituent les plateaux et les replats du Soissonnais. Chaque génération ajoute les noms de ses « héros » du moment et cela aboutit à une stratification réactionnaire, raciste, sexiste, mêlant des noms dus à l'Histoire locale à ces « gloires » discutables du récit républicain, au temps de l'Empire colonial.

Ainsi, la proportion de femmes dans les noms de rues de Soissons est-elle inquiétante : sur les 247 rues, 23 impasses, 22 avenues, 22 boulevards, 16 places et 11 allées de Soissons, il n'y a que 8 femmes, en comptant Jeanne d'Arc et Sainte Eugénie... Cela représente 2,3 % des dénominations. Notre mémoire communale a ainsi oublié les femmes en général et en particulier, les femmes progressistes de l'Aisne, des ouvrières, des syndicalistes : on en trouve une dizaine qui ont une notice dans le Maitron, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*. Elles n'ont pourtant pas droit à une place dans notre mémoire.

Et la ville a changé ! Les horreurs du colonialisme ne recueillent plus l'assentiment presque général, comme au temps où les Soissonnais prenaient le train en badauds, pour aller visiter les « zoos humains » de l'Exposition coloniale.

Notre ville appartient à tout le monde et pas à une clique de généraux et de maréchaux colonialistes.

Oui, le général Mangin, le « Libérateur de Soissons » en 1918, était un massacreur, théoricien de l'utilisation des corps noirs pour mener une guerre où les indigènes sans droits qu'ils étaient, n'avaient rien à gagner.

Cela mérite, pour le moins, quelques explications.

La place de la stèle en hommage au général Mangin et au colonialisme n'est pas sur les murs de l'Abbaye Saint-Léger, sur la place de l'Hôtel de Ville, symbole de la démocratie locale. Elle est au musée, où elle pourra être accompagnée des explications nécessaires sur l'ampleur des crimes commis.

« *Mangin nous a mangés* » chantaient les soldats mutinés de 1917. Leur mémoire et celle des Africains révoltés au Congo en 1898 et réprimés par le même Mangin, celle aussi des soldats coloniaux sacrifiés sur le Chemin des dames, doivent être enfin présentes dans notre ville.

Il est temps de lancer le débat.

Dominique Natanson,
militant antiraciste

rue Léon Blum ■

Léon Blum (1872-1950), leader socialiste de la SFIO, président du conseil pendant le Front populaire, est assurément un progressiste. L'a-t-il été aussi sur la question coloniale ?

Parvenu au pouvoir, en 1936, avec le Front populaire, Léon Blum tente de mettre en place le « Projet Blum-Violette », projet très modeste, visant à ce que 20 000 à 25 000 musulmans d'Algérie – sur 6,2 millions ! – puissent devenir citoyens français, tout en gardant leur statut personnel d'indigène musulman.

Son argument, quand il défend le projet à la chambre, ne remet pas du tout en cause la colonisation. Il déclare qu'« *il serait injuste de refuser désormais l'exercice des droits politiques à ceux d'entre eux [les Musulmans] qui sont le plus évolués ou qui ont apporté des garanties importantes de loyalisme.* »

En 1937, les maires d'Algérie – des colons français – s'opposent vivement à cette attribution de la citoyenneté à des Musulmans. Le projet traîne jusqu'au 4 mars 1938 où il est ajourné. La Chambre de Front populaire a cédé aux colons comme elle cédera, plus tard, devant Pétain.



rue Jacques Brel *

Durant sa visite en Algérie en 1954, Jacques Brel fut contacté par les dirigeants du Comité révolutionnaire d'unité et d'action (CRUA), qui deviendra, quelques mois plus tard, le F.L.N. Les militants algériens lui ont exposé les revendications indépendantistes.

Les ultras ont été informés de cette entrevue et scandent longuement « Algérie Française » au cours de son concert. Brel a simplement eu cette réponse : « Je m'en fous, je suis Belge ! ».

Sa chanson *La Colombe* a été créée en 1959 :

*Pourquoi cette fanfare
Quand les soldats par quatre
Attendent les massacres
Sur le quai d'une gare ?
Pourquoi ce train ventru
Qui ronronne et soupire
Avant de nous conduire
Jusqu'au malentendu ?
Pourquoi les chants, les cris
Des foules venues fleurir
Ceux qui ont le droit d'partir
Au nom de leurs conneries ?*

*Nous n'irons plus au bois, la colombe est blessée
Nous n'allons pas au bois, nous allons la tuer*

boulevard Georges Clémenceau **

A Jules Ferry qui défend la colonisation par le « devoir des races supérieures de civiliser les races inférieures », Clémenceau (1841-1929) répond :

« Les races supérieures ont sur les races inférieures un droit qu'elles exercent, ce droit, par une transformation particulière, est en même temps un devoir de civilisation. Voilà en propres termes la thèse de M. Ferry, et l'on voit le gouvernement français exerçant son droit sur les races inférieures en allant guerroyer contre elles et les convertissant de force aux bienfaits de la civilisation.

Races supérieures, races inférieures, c'est bientôt dit ! Pour ma part, j'en rabats singulièrement depuis que j'ai vu des savants allemands démontrer scientifiquement que la France devait être vaincue dans la guerre franco-allemande parce que le Français est d'une race inférieure à l'Allemand. Depuis ce temps, je l'avoue, j'y regarde à deux fois avant de me retourner vers un homme et vers une civilisation, et de prononcer : homme ou civilisation inférieurs. Race inférieure, les Hindous ! Avec cette grande civilisation raffinée qui se perd dans la nuit des temps ! Avec cette grande religion bouddhiste qui a quitté l'Inde pour la Chine, avec cette grande efflorescence d'art dont nous voyons encore aujourd'hui les magnifiques vestiges ! Race inférieure, les Chinois ! Avec cette civilisation dont les origines sont inconnues et qui paraît avoir été poussée tout d'abord jusqu'à ses extrêmes limites. Inférieur Confucius ! En vérité, aujourd'hui même, permettez-moi de dire que, quand les diplomates chinois sont aux prises avec certains diplomates européens...(rires et applaudissements sur divers bancs), ils font bonne figure et que, si l'un veut consulter les annales diplomatiques de certains peuples, on y peut voir des documents qui prouvent assurément que la race jaune, au point de vue de l'entente des affaires, de la bonne conduite d'opération infiniment délicates, n'est en rien inférieure à ceux qui se hâtent trop de proclamer leur suprématie. [...].

Et vous verrez combien de crimes atroces, effroyables, ont été commis au nom de la justice et de la civilisation. Je ne dis rien des vices que l'Européen apporte avec lui : de l'alcool, de l'opium qu'il répand partout, qu'il impose s'il lui plaît. [...]

Non, il n'y a pas de droits de nations dites supérieures contre les nations dites inférieures ; il y a la lutte pour la vie, qui est une nécessité fatale, qu'à mesure que nous nous élevons dans la civilisation, nous devons contenir dans les limites de la justice et du droit ; mais n'essayons pas de revêtir la violence du nom hypocrite de civilisation ; ne parlons pas de droit, de devoir ! La conquête que vous préconisez, c'est l'abus pur et simple de la force que donne la civilisation scientifique sur les civilisations rudimentaires, pour s'appropriier l'homme, le torturer, en extraire toute la force qui est en lui au profit du prétendu civilisateur. Ce n'est pas le droit : c'en est la négation.

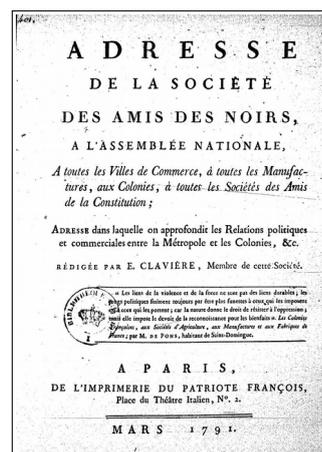
Parler à ce propos de civilisation, c'est joindre à la violence l'hypocrisie. »

Devenu plus tard, le « premier flic de France », il fait arrêter les 31 dirigeants de la CGT et ordonne de tirer sur les grévistes de Villeneuve-Saint-Georges. Il y gagne le surnom de Villeneuve-Saint-Georges-Clémenceau.

boulevard Condorcet *

Mathématicien, membre de l'Académie des sciences, inspecteur général de la Monnaie de 1775 à 1791, le philosophe des Lumières, Nicolas de Condorcet (1743-1794), envisage d'abord la colonisation d'un point de vue éthique et se concentre sur la lutte contre l'esclavage.

Son action politique, avant la Révolution, s'articule autour de la défense des droits de l'homme, dont ceux des femmes, des Juifs et des Noirs. Il adhère à la Société des Amis des noirs.



« Arracher des hommes à leur pays, par la trahison et par la violence pour les exposer en vente dans des marchés publics comme des bêtes de somme; s'accoutumer à ne mettre aucune différence entre eux et les animaux; les contraindre au travail à force de coups; les nourrir non pour qu'ils vivent mais pour qu'ils rapportent; les abandonner dans la vieillesse ou la maladie lorsqu'on espère plus de regagner par leur travail ce qu'il coûterait pour les soigner; ne leur permettre d'être père que pour donner le jour à des enfants destinés aux mêmes misères, devenus comme eux la propriété de leur maître qui peut les arracher et les vendre que pour voir leurs femmes et leurs filles exposées à toutes les insultes de ces hommes sans humanité comme sans pudeur. Voilà comme nous traitons d'autres hommes.

Condorcet, *Remarques sur les pensées de Pascal*, 1774.

Durant la Révolution, il est élu député, réélu en 1792 pour représenter l'Aisne à la Convention nationale, où il siège avec les Girondins. Il est guillotiné en 1794.

Cependant, dans la pensée des Lumières, l'idée de l'effort civilisateur prépare une idéologie de la colonisation. Condorcet déclare, définissant ainsi le concept d'assimilation :

« Les peuples d'Amérique, d'Afrique, d'Asie et d'autres contrées lointaines semblent n'attendre que d'être civilisés et de recevoir de notre part les moyens de l'être et de trouver des frères parmi les Européens pour devenir leurs amis et leurs disciples. ».

rue du président René Coty ■ ■ ■

Dernier président de la 4^{ème} République, René Coty (1882-1962) dispose de peu de pouvoirs. Sa magistrature est marquée par la fin de la Guerre d'Indochine, après le désastre de Dien Bien Phu, et par les débuts de la Guerre d'indépendance de l'Algérie, avec le coup de force qui amène le retour du général de Gaulle et sa propre démission.

Dans les débuts de la Guerre d'Algérie, suivant les conseils de François Mitterrand, ministre de la Justice, il refuse 45 fois la grâce à des Algériens condamnés à mort pour des actes de rébellion – souvent mineurs – contre la domination française. Ainsi quand il reçoit Marcel Paul venu demander la grâce de l'ouvrier communiste Fernand Iveton, il la refuse et Iveton est guillotiné le 11 février 1957.

En pleine bataille d'Alger, alors que l'usage de la torture se généralise, le brave René Coty évoque l'armée française d'Algérie, en vantant « *cette humaine gentillesse qui, de ces guerriers, fait vraiment des pacificateurs* » (juin 1957).

avenue du Général de Gaulle ■ ■ ■

Le général de Gaulle, dirigeant de la Résistance française, est présenté comme un décolonisateur, celui qui amena l'indépendance de l'Algérie et de l'Afrique subsaharienne. Les attentats contre sa personne, organisés par l'extrême droite des colons et des militaires, ajoutent à cette aura.

C'est aller un peu vite en besogne, en oubliant qu'il mena l'infâme Guerre d'Algérie durant quatre ans, de 1958 à 1962. Il fit appliquer le Plan Challe, ensemble d'opérations militaires contre l'Armée de Libération Nationale algérienne, qui mena à plus de 25.000 morts parmi les combattants anticolonialistes.

Sous de Gaulle, la torture est largement appliquée aux Algériens arrêtés par l'armée française. Elle aurait touché, selon l'historien Pierre Vidal-Naquet, plusieurs centaines de milliers d'Algériens. En 1959, le ministre de la Justice, Edmond Michelet, se serait efforcé de « lutter » contre la torture. Mais, le Pre-

mier ministre, Michel Debré, obtient du général de Gaulle son départ, en 1961, ce qui « libère la brutalité » policière, selon l'historien Alain Dewerpe.

C'est sous les ordres du général de Gaulle que le préfet de police de Paris, Maurice Papon, réprime féroce-ment une manifestation pacifique d'indépendantistes algérien à Paris, le 17 octobre 1961. Des Algériens sont jetés à la Seine. Il y aura plus de cent morts.

C'est encore sous ses ordres que la police réprime, dans le sang, la manifestation du 8 février 1962, contre l'OAS et la guerre d'Algérie, avec 8 morts dans la station de métro Charonne.

Après l'indépendance des colonies françaises d'Afrique, c'est sous son régime que Jacques Foccart, l'homme de l'ombre, crée ses réseaux de corruption et ses troubles officines, connus sous le nom de Françafrique.

Dans le privé, le général ne cache pas son racisme :

« C'est très bien qu'il y ait des Français jaunes, des Français noirs, des Français bruns. Ils montrent que la France est ouverte à toutes les races et qu'elle a une vocation universelle. Mais à condition qu'ils restent une petite minorité. Sinon, la France ne serait plus la France. »

« Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoire ! »

« Les musulmans, vous êtes allés les voir? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français. »

« Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme Français, comment les empêchez-vous de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-Deux-Églises, mais Colombey-les-Deux-Mosquées. »

Propos de Charles de Gaulle pendant la Guerre d'indépendance de l'Algérie (rapportés par Alain Peyrefitte)



rue Paul Doumer ■ ■

Paul Doumer (1857-1932) est un homme politique du Parti radical qui fut président de la République de 1931 à 1932.

C'est un fervent partisan du colonialisme. Il est Gouverneur général de l'Indochine française, de 1897 à 1902.

A ce titre, il lance les travaux du Transindochinois et du Chemin de fer du Yunnan, signant des conventions en 1901 avec la Banque de l'Indochine, le Comptoir national d'es-compte, la Société générale et le Crédit industriel. Une société concessionnaire spéciale est créée à laquelle sera confiée l'exploitation de la ligne.

Sur les 67 000 travailleurs chinois et vietnamiens qui participent au terrassement et à l'édification des ouvrages d'art, 12 000 trouvent la mort, sur ce gigantesque chantier.



Ouvrage d'art sur la ligne du Chemin de fer du Yunnan.

boulevard Jules Ferry ■ ■ ■

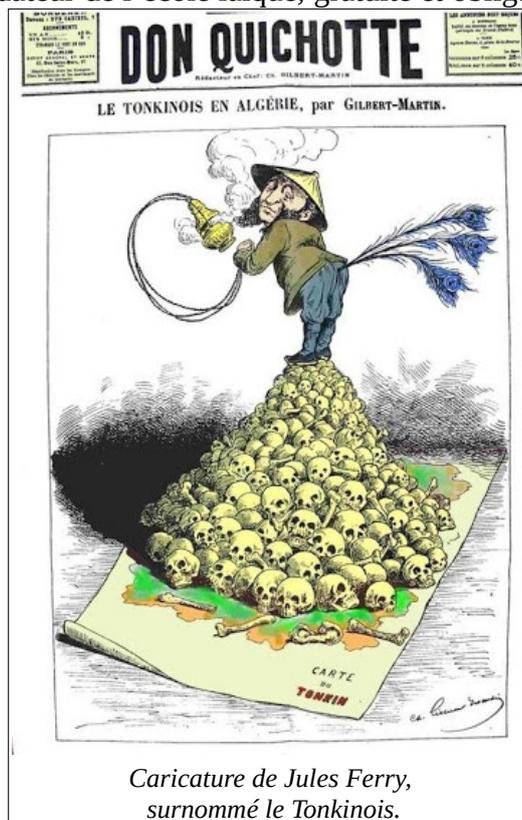
Le récit républicain fait de Jules Ferry (1832-1893) le fondateur de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Il y a donc, un peu partout en France, des rues ou, comme à Soissons, des boulevards, qui portent son nom.

Pourtant, c'est aussi l'artisan de la relance de la colonisation à la fin du 19^e siècle, avec tout leur cortège de massacres et d'exactions, d'asservissement et de spoliations. Surnommé « Le Tonkinois » par ses adversaires politiques et une partie de l'opinion publique hostile à l'expansion coloniale.

Le 28 juillet 1885, il formule la doctrine coloniale de la III^e République, en déclarant à l'Assemblée nationale :

« Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis à vis des races inférieures [Remous sur plusieurs bancs à l'extrême gauche] parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont un devoir de civiliser les races inférieures. [...]

Ces devoirs ont souvent été méconnus dans l'histoire des siècles précédents, et certainement quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure. Mais de nos jours, je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, grandeur et honnêteté de ce devoir supérieur de la civilisation . »



boulevard Gambetta ■ ■ ■

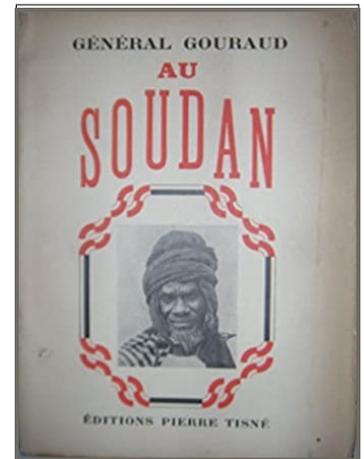
Le « grand républicain », Léon Gambetta (1838-1882), célèbre pour son évasion en ballon d'un Paris encerclé par les troupes prussiennes, pendant la Guerre de 1870, fut aussi le père de la nouvelle expansion coloniale à la fin du 19^e siècle. Il expliquait que « *les expéditions coloniales doivent se lancer dès que l'opportunité s'en présente* ». Il choisit comme ministre Jules Ferry qui affirmait que la France a « le devoir de civiliser les races inférieures ».

quartier Gouraud ■■■

Le quartier Gouraud, c'est notre « technopôle », symbole de modernité. C'est aussi l'endroit où se trouvait autrefois la caserne du 67^e RI. La ville a été démilitarisée, mais pas le nom du lieu.

Il porte de celui du général Henri Gouraud (1867-1946) qui fut non seulement un conquérant colonial, mais aussi un membre de ce qu'on appelait, à la fin du 19^e siècle, le « parti colonial », groupe de pression qui comprenait des industriels et des dizaines de députés, royalistes comme Auguste d'Arenberg ou républicains comme Eugène Étienne, le député des colons d'Algérie.

Au début de sa carrière, il combat au Soudan (région qui correspond au sud du Mali et à une partie de la Guinée et de la Côte d'Ivoire actuelles). Il parvient à capturer le chef de l'Empire wassoulou, Samory Touré. Grâce à ses appuis politique dans le « parti colonial », il monte en grade dans des répressions menée au Niger, au Tchad, en Mauritanie et au Maroc. Nommé colonel et commissaire du Gouvernement général en Mauritanie, il réprime les Maures. Il arrive en 1911 au Maroc et participe la conquête du pays, ce qui lui vaut d'être nommé général. En 1914, il commande, sous les ordres de Lyautey, les troupes du Maroc occidental.



Le général Gouraud, à la fin de sa vie, décrit la conquête sanglante du Soudan français, qui correspond à une partie du Mali, de la Guinée et de la Côte d'Ivoire. Il place en couverture un portrait de Samory Touré, le chef de l'Empire wassoulou, qui résista à la conquête coloniale française, de 1882 à 1898.



Campagne du Maroc (1907-1911). Cadavres de Marocains. On notera que ces photos de cadavres sont distribuées avec constance par la Poste.

saire de la République, mais l'on comprend bien qu'il ne s'agit pas d'appliquer là les « valeurs de la République » mais de batailler contre les Druzes et contre la Syrie qui a déclaré son indépendance.

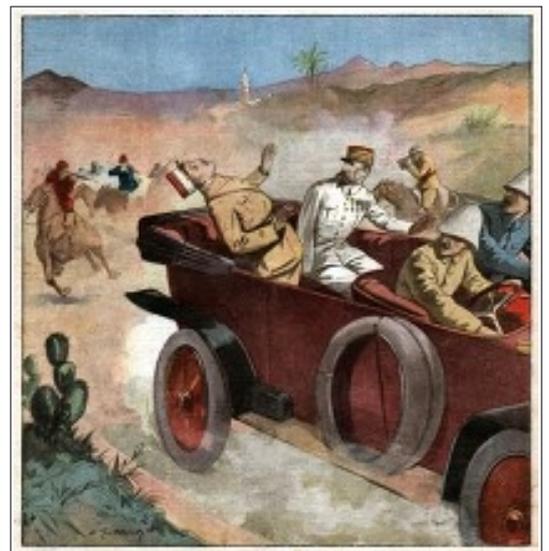
Le général Gouraud, quand il s'empare de Damas, va symboliquement visiter le tombeau de Saladin (Şalāḥ ad-Dīn Yūsuf) devant lequel il aurait déclaré: « Réveille-toi Saladin, nous sommes de retour. Ma présence ici consacre la victoire de la croix sur le croissant ».

Les Syriens lui en sont tellement peu reconnaissants qu'il échappe de peu à un attentat nationaliste.

Durant la Guerre de 1914-1918, il commande des troupes coloniales. Il est blessé deux fois en 1915 et amputé d'un bras, puis prend un commandement dans les Dardanelles.

Il remplace Lyautey comme Résident général au Maroc, pendant la courte période où ce dernier est ministre de la guerre.

Après la Guerre de 1914, il est envoyé au Liban et en Syrie pour faire appliquer le mandat colonialiste qui place ces pays sous la dépendance française (1920). Il est haut-commis-



rue Jean Jaurès *

Jean Jaurès (1859-1914) a d'abord approuvé la colonisation, en adhérant au discours de Jules Ferry. Ensuite, il a été plus critique, assez modérément d'abord, puis de plus en plus vertement.

Son discours est, dans les débuts de cette évolution, celui d'un colonialisme empreint de paternalisme :

« Quand nous prenons possession d'un pays, nous devons amener avec nous la gloire de la France, et soyez sûrs qu'on lui fera bon accueil, car elle est pure autant que grande, toute pénétrée de justice et de bonté [...] Nous pouvons dire à ces peuples, sans les tromper, que jamais nous n'avons fait de mal à leurs frères volontairement : que les premiers, nous avons étendu aux hommes de couleur la liberté des Blancs, et aboli l'esclavage... »

Sa prise de conscience vient après un voyage en Algérie. Il écrit, dans un article intitulé « La question arabe » (*La Petite République*, 1er juillet 1898) : « Nous avons été les tuteurs infidèles du peuple arabe ». Rien ne peut dispenser la République de reconnaître des droits aux Arabes. Il veut alors seulement un « traitement plus humain » et se déclare pour l'acceptation du principe de l'accès à la citoyenneté française de populations qui garderaient le statut juridique musulman.

Il finit par évaluer les dégâts du colonialisme, puis à les mettre en relation avec le capitalisme :

« En Tunisie, comme en Algérie, comme au Congo, comme au Maroc, c'est en les pillant que des milliers d'aventuriers s'enrichissent. Monopoles et emprunts marocains, expropriation brutale des Kabyles d'Algérie, grandes concessions congolaises, immenses domaines tunisiens : autant de griffes que le colonialisme rapace a enfoncées dans la chair des vaincus. »

« La politique coloniale [...] est la conséquence la plus déplorable du régime capitaliste, [...] qui est obligé de se créer au loin, par la conquête et la violence, des débouchés nouveaux. [...]

Nous la réprouvons [aussi] parce que, dans toutes les expéditions coloniales, l'injustice capitaliste se complique et s'aggrave d'une exceptionnelle corruption : tous les instincts de déprédation et de rapines, déchaînés au loin par la certitude de l'impunité, et amplifiés par les puissances nouvelles de la spéculation, s'y développent à l'aise : et la férocité sournoise de l'humanité primitive y est merveilleusement mise en œuvre par les plus ingénieux mécanismes de l'engin capitaliste. »

Il reste cependant réformiste sur cette question en voulant surtout améliorer le sort des indigènes des colonies. Il envisage qu'un jour, « il y aura une humanité réfléchissant à son unité supérieure dans la diversité vivante des nations amies et libres. »

rue du Maréchal Juin ■

Le Maréchal Juin (1888-1967) joua un rôle essentiel dans les combats qui aboutirent à la Libération, comme un des chefs de l'armée de la France libre, en 1943-1944. Il s'illustra surtout à la tête du Corps expéditionnaire français en Italie qui remporta la victoire du Garigliano, ouvrant les portes de Rome aux Alliés qui piétinaient devant le monte Cassino.

Il est fait maréchal de France en 1952 .

Au printemps 1947, il choisit de quitter son poste de chef d'état-major de la Défense nationale pour prendre les fonctions de Résident général au Maroc, qu'il conserve jusqu'en 1951. Il renoue ainsi avec la tradition des généraux résidents. Sur place, il s'oppose au sultan Mohammed ben Youssef et au parti nationaliste, en s'appuyant sur Thami El Glaoui, pacha de Marrakech.

Pendant la Guerre d'Algérie, il témoigne au procès des ultras de l'Algérie française, durant le « procès des barricades », qui s'ouvre le 3 novembre 1960 et qui fait suite à la semaine des barricades de janvier 1960. Il déclare : « *Il est impensable que l'Algérie puisse être séparée de la France.* »

Sans participer directement au putsch des généraux en avril 1961, il s'oppose à la politique de négociations de de Gaulle. Il est démis de sa place de droit (du fait de son titre de maréchal) au Conseil supérieur de la Défense nationale, cela par une décision du président de la République.



Les "barricades" sont un épisode de la Guerre d'indépendance de l'Algérie, au cours duquel des colons ultras tirèrent sur l'armée qui riposta. Le maréchal Juin soutint les extrémistes, durant leur procès.

place Lamartine ■

Le poète romantique et orientaliste était favorable à la colonisation. En 1834, dans les débats à la Chambre des députés, Lamartine se prononce pour la conquête militaire de l'Algérie, au nom de la « civilisation ».

boulevard du maréchal de Lattre ■ ■ ■

Le militaire de Lattre de Tassigny (1889-1952) participe à la sanglante guerre du Rif au Maroc (1925).

Sous l'Occupation, arrêté et condamné à dix ans de prison pour avoir refusé l'ordre de ne pas combattre donné par le gouvernement. Il s'évade et rallie la France libre, fin 1943. A la tête d'une armée française débarquée à Toulon, il mène la campagne victorieuse « Rhin et Danube » contre l'Allemagne nazie et il représente la France lors de la signature de la capitulation à Berlin, le 8 mai 1945.

Après la guerre, il devient haut-commissaire et commandant en chef du corps expéditionnaire français en Extrême-Orient. Arrivé à Saïgon en décembre 1950, il engage des combats très violents contre l'armée de libération nationale du général Giap. Mais la résistance vietnamienne ne faiblit pas et le Viet Minh lance de nouvelles offensives. Le fils du maréchal, Bernard, est tué au combat à Ninh Binh, en mai 1951.

Il quitte l'Indochine en novembre 1951 et meurt d'un cancer en janvier 1952, sans avoir connu la défaite de l'armée



Déploiement d'une compagnie de l'armée française dans un village indochinois, v. 1950.

française à Dien Bien Phu et le retrait des troupes françaises, après une guerre coloniale qui n'aura servi à rien.

rue Ernest Lavisse ■

Ernest Lavisse (1842-1922) est un historien français, positiviste, républicain. Membre de l'Académie française en 1892, il devient « instituteur national » quand il occupe, en 1904, la fonction de directeur de l'École normale supérieure. Il se donne pour objectif d'armer les instituteurs – les « hussards noirs » – pour donner une éducation républicaine et patriotique aux enfants. Dans ses célèbres manuels scolaires, il exalte la grandeur de la France que les élèves doivent aimer, et glorifie l'« œuvre de colonisation ». Ces manuels sont utilisés durant des générations.

Il est enterré dans l'Aisne, au Nouvion-en-Thiérache.



L'œuvre coloniale de la Troisième République. – En 1870, la France n'avait qu'une colonie importante, l'Algérie. La Troisième République lui a donné un empire colonial, le second du monde par l'étendue et la population. Elle a ainsi montré que la France s'était relevée des désastres de 1870 et restait une grande nation.

En Asie, Jules Ferry, malgré de violentes critiques, a assuré, au prix d'une guerre avec la Chine, la soumission (1885) de l'Annam et du Tonkin qui, avec la Cochinchine et le Cambodge acquis sous Napoléon III, forment l'Indochine française.

En Afrique, les Français, après avoir colonisé l'Algérie, ont établi leur protectorat sur la Tunisie en 1881 et sur le Maroc en 1912. Ils exercent ainsi leur influence sur toute l'Afrique du Nord. Celle-ci, voisine de la France et habitée par beaucoup de Français, est la plus précieuse de nos colonies.

La France possédait depuis longtemps le Sénégal. Elle a peu à peu occupé et civilisé, de 1879 à 1898, l'immense région tropicale du Soudan qui forme aujourd'hui l'Afrique occidentale française, et les pays situés au nord du Congo, ou Afrique équatoriale française. Entre ces régions et l'Afrique du Nord s'étend le désert du Sahara qui a aussi été occupé par les Français.

Dans l'océan Indien, a été conquise, en 1895, l'île de Madagascar.

L'empire colonial de la France est vingt fois plus vaste qu'elle et compte soixante millions d'habitants. Les Français sont en train de le transformer complètement.

Ils ont partout établi l'ordre et la paix. Ils ont mis fin aux guerres entre tribus dans l'Afrique du Nord, au trafic des marchands d'esclaves dans l'Afrique occidentale et aux brigandages des pirates en Indochine.

Ils ont construit des routes, des chemins de fer et des ports, grâce auxquels le commerce s'est fortement développé, ce qui enrichit à la fois la France et ses colonies. Ils ont aussi créé des hôpitaux et des écoles. Les indigènes, Blancs de l'Afrique du Nord, Noirs de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale, Jaunes de l'Indochine bénéficient ainsi peu à peu, grâce à la France, des bienfaits de la civilisation européenne.

Ernest Lavisse, *Histoire de France, manuel de Certificat d'études*

rue du général et de la Division Leclerc ■ ■

On connaît le rôle du général et de la division Leclerc dans les combats de la Libération de la France.

Ce qu'on sait moins, c'est que le jeune Philippe de Hauteclocque (1902-1947), après une première affectation en Rhénanie-Palatinat, a demandé et obtenu une affectation au 8^e spahis, au Maroc. Il participe alors à la « pacification » du territoire au cours de la sanglante guerre du Rif. Il est récompensé de sa participation à la répression coloniale du soulèvement d'Abd el-Krim quand l'armée lui confie, en 1929, le commandement du 38^e goum.

Après sa participation à la France libre – en Afrique, puis à Londres –, il rejoint, en juin 1945, le Corps expéditionnaire français en Extrême-Orient, mis sur pied pour rétablir la domination française sur l'Indochine, après son occupation par le Japon.

Il intervient au Cambodge et ordonne l'arrestation du premier ministre indépendantiste Son Ngoc Thanh. Ses troupes, entre octobre 1945 et janvier 1946, rétablissent la souveraineté française dans toute la Cochinchine, puis dans le Sud-Annam, tandis que le nord de l'Annam et tout le Tonkin demeurent sous le contrôle du Việt Minh. En mai 1946, après des négociations avec Ho-Chi-Minh, les troupes de Leclerc achèvent de reprendre le contrôle de l'Indochine en s'assurant celui du Laos

Il quitte ensuite l'Indochine pour l'Algérie. Il est nommé inspecteur des forces terrestres en Afrique du Nord. C'est donc en travaillant à conserver la mainmise coloniale sur l'Algérie, après les répressions féroces de Sétif, Guelma et Kherrata (mai 1945), qu'il meurt dans un accident d'avion, près de Colomb-Béchar, en novembre 1947.



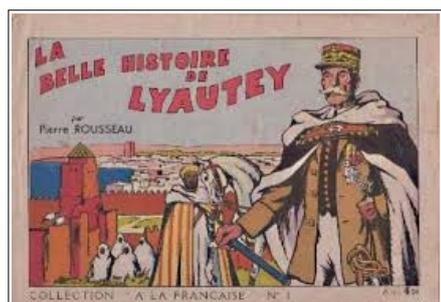
Photographie anonyme prise pendant la Guerre du Rif, montrant des légionnaires au Maroc, tenant les têtes de Marocains qu'ils ont capturés et décapités (vers 1922).

rue du Capitaine Letellier *

Capitaine de sapeurs pompiers de Soissons, le Capitaine Letellier (1760-1818), se maria avec Aimée-Alexandrine Dumas, sœur d'Alexandre Dumas. La promise a, comme on disait alors, du « sang noir » puisqu'elle est, comme son frère Alexandre, issue d'un mariage entre un général mulâtre, né en Haïti, et la fille d'un aubergiste de Villers-Cotterêts. Le mariage entre Blancs et Noirs étant prohibé par une circulaire de Mathieu Molé, ministre de la justice de Napoléon, ce mariage eut lieu à 5 heures du matin (1813).



boulevard du Maréchal Lyautey ■■■



L'essentiel de la carrière de Lyautey (1854-1934) s'est faite aux colonies et particulièrement au Maroc où il fut le premier résident général de ce qui était alors un protectorat français, en 1912.

Il était surnommé « le Marocain ». Tout son art consiste à vouloir une colonisation douce, menée par l'armée qui, entre répression des révoltes et dialogue avec les chefs locaux, permettrait de développer la colonie au profit de la métropole.

Mais la réalité de sa politique est bien différente : il participe à toutes les répressions coloniales de son temps

D'abord en Algérie en tout début de carrière, puis au Tonkin sous les ordres du général Galliéni, ensuite à Madagascar où il suit l'impitoyable Galliéni, enfin au Maroc où il sera Résident général.

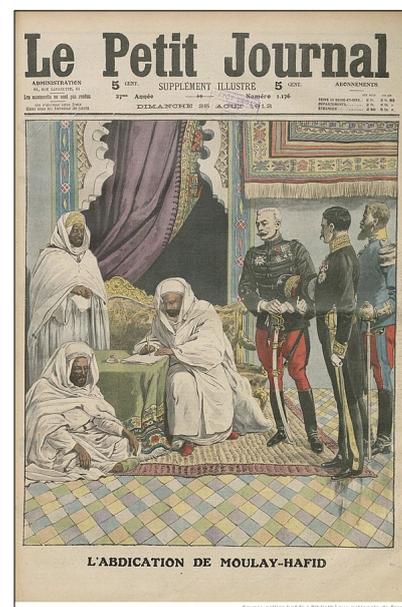
A Madagascar, Gallieni exerce une répression impitoyable : environ 100.000 morts sur 3 millions d'habitants. Lyautey se voit confier la « pacification » – avec tout le poids de la féroce répression que contient ce mot – la zone dissidente du nord. En 1900, il est nommé colonel et Gallieni lui confie le commandement de la province du sud, avec pour mission de la « pacifier », elle aussi.

Au cours de l'hiver 1903-1904, Lyautey intervient pour réprimer les révoltes à la frontière algéro-marocaine. Il pratique à la fois l'emploi brutal de l'armée et un dialogue avec ces tribus berbères qu'il découvre et dont il dira que leur culture « l'enchanté »... En 1907, il réprime un soulèvement des Beni Snassen.

C'est au Maroc que Lyautey va pouvoir appliquer sa politique coloniale qui insiste sur l'importance d'une bonne administration des territoires conquis.

Début 1908, les tribus se sont soulevées au Maroc à l'instigation du sultan Moulay Hafid. Les troupes françaises ont bien du mal à contenir cette révolte des Marocains. En 1912, le gouvernement français décide de nommer Lyautey premier résident général de France au Maroc. C'est le moment où la France établit un protectorat resserré sur le Maroc.

Trois zones de révolte échappent à son contrôle et menacent la stabilité du pays : à l'est, la poche de Taza, qui bloque l'accès à l'Algérie ; au centre, une autre rébellion, celle des Zaïans, autour de Khenifra ; au sud, le prétendant El Hiba, qui vient d'entrer dans Marrakech et de prendre des otages français. Pour briser ces révoltes, Lyautey utilise les « goums », troupes coloniales créées en 1908.



En décembre 1916, Lyautey est nommé au poste de ministre de la Guerre. Il arrive à ce poste dans un climat d'hostilité forte des députés de gauche qui le présentent comme une sorte de Bonaparte au retour d'Égypte, prêt à fomenter un coup d'État.

A la fin de l'hiver, Lyautey approuve le plan de l'offensive Nivelles, qui s'avérera désastreux. Il démissionne pour des raisons de politique interne, le 16 mars et ne connaîtra pas, comme ministre, l'échec sanglant de l'offensive du Chemin des Dames, dans laquelle sont engagées – et massacrées – de nombreuses troupes coloniales.

De retour au Maroc (1917-1925), Lyautey s'occupe de l'exploitation économique du Maroc au profit de la métropole : il développe les phosphates de Khouribga et la colonisation, par confiscation ou rachat, de plusieurs centaines de milliers d'hectares.

A nouveau, des tribus sont entrées en rébellion dans le Rif, vers Taza, dans le Moyen-Atlas et dans le Sud. Lyautey réprime tout en s'appuyant sur le sultan à qui il « rend » les lieux saints d'Ouezzane. En 1923, il réprime à nouveau les Marocains révoltés de Taza.

Abdelkrim el-Khattabi, révolté contre la domination espagnole, proclame, en 1922, la République confédérée des Tribus du Rif. Il combat les troupes espagnoles dans les montagnes du Rif – le général Franco mène les troupes de répression. En 1925, il invite les Marocains à se retourner contre la France. Lyautey s'inquiète du risque d'une jonction entre les tribus qui contrôlent la poche de Taza et celles du Rif.

Face à Abdelkrim, il veut utiliser sa bonne vieille méthode : l'alternance de la diplomatie et de l'usage de la force. Mais le gouvernement passe des accords avec l'Espagne pour une offensive conjointe

de grande ampleur et nomme Pétain comme commandant en chef des forces armées. Lyautey est déchargé de toute responsabilité militaire. Pétain a les mains libres pour aligner 400.000 hommes en comptant avec les forces de Primo de Rivera et de Franco. L'armée d'Abdelkrim est écrasée sans merci et l'usage d'armes chimiques fait des ravages dans la population civile.

Lyautey démissionne dès cette « paix » sanglante assurée.

Les divergences qui se sont manifestées entre une ligne dure et une ligne plus diplomatique de la colonisation ont amené au départ de Lyautey. Il n'en demeure pas moins que Lyautey reste un colonialiste, un militaire qui a réprimé des révoltes dans tout l'Empire colonial français. Il disait : « *La Paix n'est assurée qu'aux forts.* » et s'il affirmait aussi qu' « *il faut montrer sa force pour en éviter l'emploi.* », il n'hésita pas à participer aux répressions les plus féroces.

rue Mahieu ■

Le général Ernest-Philippe Mahieu (1835-1899), aujourd'hui bien oublié, participa à diverses campagnes militaires, au Mexique d'abord, puis en Afrique où il participa à la conquête coloniale.

Il meurt à Soissons en 1899, ce qui lui vaut le nom d'une rue.

rue du Général Mangin ■ ■ ■ ❁

Le général Mangin (1866-1925) a été élève de Saint-Cyr. Il sert d'abord au Soudan français à la tête des tirailleurs sénégalais. Il participe à la mission Congo-Nil en 1898-1900 sous les ordres de Jean-Baptiste Marchand, notamment lors de la « Crise de Fachoda ». Au départ, il s'agit de combattre la révolte des Batetela, mouvement insurrectionnel contre l'autorité de l'État indépendant du Congo. Les guerriers kasaiens tetela se sont révoltés contre leurs officiers à cause de l'exécution de certains de leurs chefs indigènes. Ensuite, l'armée française tente de rejoindre le Nil en rivalité avec l'expansion coloniale britannique.

« La force noire »

Mangin se fait le théoricien de l'emploi des troupes sénégalaises – nom générique pour toutes les troupes d'Afrique noire – et publie en 1910, *La Force noire*. De 1906 à 1922, son fidèle ordonnance fut un Bambara de haute stature, Baba Koulibaly, qui veilla jour et nuit sur lui avec dévouement et une ostentation que le général appréciait, étant lui-même volontiers théâtral.

Puis il prend part à la conquête du Maroc, sous les ordres du général Lyautey en 1912, au grade de colonel, se distinguant entre autres par la prise de Marrakech. Il est ainsi l'un des acteurs principaux de la Campagne du Maroc 1907-1914, marquée notamment par le bombardement de Casablanca (5 au 7 août 1907) : une attaque navale française détruisit, au canon, la ville marocaine de Casablanca.



*Le petit journal, 1er juillet 1919.
La photo du général Mangin se trouve
dans le médaillon en bas à gauche.*

Un véritable massacre des troupes noires, sans utilité

Pendant la Guerre 1914-1918, il utilise abondamment les troupes coloniales, sénégalaises en particulier. Ainsi, lors de la désastreuse offensive Nivelles, sur le Chemin des Dames, à la tête de la 6^e Armée. Mangin fut accusé par le député noir Blaise Diagne de mener les troupes noires à « *un véritable massacre, sans utilité* ». Et Mangin, au printemps 1917, reçoit le qualificatif infamant de « *broyeur et boucher des Noirs* ».

Les cimetières militaires du Soissonnais sont remplis de tombes de ces soldats, quand ils ne sont pas dans des fosses communes.

Au printemps 1918, Mangin réalise la célèbre contre-attaque du 18 juillet à Villers-Cotterêts qui, précédée de centaines de chars d'assaut, brise l'offensive ennemie vers Paris et déclenche la retraite allemande. Vainqueur dans l'Aisne à l'automne, il provoque la rupture du front allemand, libère Soissons et Laon. Cette offensive se fait aussi en sacrifiant des troupes d'indigènes coloniaux sans droits : tirailleurs « sénégalais » dans les combats de la Savière, puis près de Crécy-au-Mont, Champs et Blérancourt ; chasseurs de la cavalerie d'Afrique et la division marocaine ; plus tard, à l'automne, Kanaks de Nouvelle-Calédonie à Vesles-et-Caumont ; Malgaches près d'Oulchy-le-Château ; Martiniquais, Guadeloupéens et Guyanais qui concourent à la libération du département de l'Aisne.



Tombes de tirailleurs sénégalais dans un cimetière militaire, près de Soissons.

Après la guerre, Mangin est politiquement proche de l'Action française.

Blaise Cendrars cite les propos peu amènes des mutins de 1917 :

*« Comme le chantaient les hommes en descendant du Chemin des Dames :
Jean de Nivelles nous a nivelés
Et Joffre nous a offerts à la guerre !
Et Foch nous a fauchés ...
Et Pétain nous a pétris ...
Et Marchand ne nous a pas marchandés ...
Et Mangin nous a mangés ! »*

allée Pierre Mendès-France ■

Pierre Mendès-France (1907-1982) fut le président du conseil qui, en 1954, négocia l'indépendance de l'Indochine et prépara celle de la Tunisie et du Maroc. A ce titre, il a agi contre le colonialisme, mais dans des circonstances où il n'avait vraiment le choix : la négociation avec Phạm Văn Đồng arrive après l'humiliante défaite l'armée française, à Dien Bien Phu. D'ailleurs, la partition que prévoient les Accords est faite pour maintenir une présence occidentale, dont on sait qu'elle mena à la Guerre du Vietnam, les Américains prenant le relais des Français.

Et ce n'est pas un anticolonialiste de principe. Député, de 1946 à 1950, il vote tous les budgets de la guerre, soutient même publiquement la croisade du corps expéditionnaire en Indochine.

Quand démarre la Guerre d'indépendance de l'Algérie, il s'appuie sur son ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, pour mettre en place une répression massive. Son gouvernement décide immédiate-

ment d'employer la manière forte. C'est lui qui met en marche le processus de la répression, dans les Aurès, contre les « bandits » du FLN. Il déclare, le 12 novembre 1954 :

L'Algérie, hélas ! vient d'être frappée à nouveau, et cette fois la violence provient de la volonté criminelle de quelques hommes, mais elle n'est pas moins cruelle, inutile et aveugle. A nouveau la nation doit s'affirmer unie et solidaire devant le malheur, devant les forces de destruction. Vous pouvez être certains, en tout cas, qu'il n'y aura, de la part du Gouvernement, ni hésitation, ni atermoiement, ni demi-mesure dans les dispositions qu'il prendra pour assurer la sécurité et le respect de la loi. Il n'y aura aucun ménagement contre la sédition, aucun compromis avec elle, chacun ici et là-bas doit le savoir.

On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République. Les départements d'Algérie constituent une partie de la République française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable. Leurs populations, qui jouissent de la citoyenneté française et sont représentées au Parlement, ont d'ailleurs donné, dans la paix comme autrefois dans la guerre, sans distinction d'origine ou de religion, assez de preuves de leur attachement à la France pour que la France à son tour ne laisse pas mettre en cause cette unité. Entre elles et la métropole, il n'y a pas de sécession concevable. Cela doit être clair une fois pour toutes et pour toujours aussi bien en Algérie et dans la métropole qu'à l'étranger. (Applaudissements à gauche, au centre, à droite et à l'extrême droite). Jamais la France, aucun Gouvernement, aucun Parlement français, quelles qu'en soient d'ailleurs les tendances particulières, ne cédera sur ce principe fondamental.

L'ancien résistant et déporté, Claude Bourdet, est l'un des premiers, en janvier 1955, à évoquer la torture et, face à Mendès-France qui parle d'une « répression nécessaire et impitoyable », il dénonce « votre Gestapo d'Algérie ! ».

La position de Pierre Mendès-France – qui l'isolait à gauche – évolue ensuite vers une acceptation résignée de l'indépendance de l'Algérie.

Jean Mermoz ■ ■ ■ ❁ ❁

Dans ses débuts, l'aviateur Jean Mermoz (1901-1936) fuit la vie de caserne à Metz, pour rejoindre la Syrie, où la France mène la guerre, au nom de son mandat, contre les tribus druzes révoltées. Il quitte le Moyen-Orient pour revenir en France, il est décoré de la Croix de Guerre des TOE (Théâtre des Opérations Extérieures) et de la Médaille du Levant

Après l'armée, il travaille chez Latécoère et, en 1926, il se charge du courrier sur la liaison Casablanca-Dakar, où lors de son 4e vol, il est victime d'une casse moteur. Il se pose en bord de mer, dans une région insoumise. Il est capturé par les Maures. Après trois jours de captivité, il est libéré contre une rançon.

Il adhère aux Volontaires nationaux – association créée par les Croix de feu –, dont il est le porte-drapeau. Bientôt intégré par La Rocque aux instances dirigeantes des Croix de feu, il multiplie discours et articles dans *Le Flambeau*, l'organe du mouvement. Le Front Populaire dissout les ligues fascistes. Mermoz est l'un des membres fondateurs du Parti social français (PSF), dont il devient vice-président. Il est alors inculpé pour « reconstitution de ligue dissoute ». Mais il ne sera pas jugé : il disparaît, avec son avion, dans l'océan Atlantique, le 7 décembre 1936.



Le 1er congrès du parti fasciste se tient quinze jours après la disparition de son vice-président.

rue Marcel Paul *

Marcel Paul (1900-1982) est un syndicaliste, un militant communiste. Il fut déporté à Auschwitz puis à Buchenwald et devint ministre dans le gouvernement de Gaulle, en 1945.

Sa jeunesse est marquée par la Guerre 14-18. Incorporé dans la Marine nationale, en 1919, il embarque sur le *Diderot*, cuirassé d'escadre. Il participe à une émeute de marins à Brest en juin 1919. Lors des grèves de 1920, envoyé à la centrale électrique de Saint-Nazaire, il aurait, avec d'autres marins, refusé de remplacer les grévistes et fraternisé avec eux.

Démobilisé, il s'investit dans le syndicalisme. Embauché dans une entreprise de travaux publics du 15^e arrondissement, il est envoyé sur un de ses chantiers de l'Aisne, région dévastée par la guerre. Il s'installe alors à Saint-Quentin.

En 1924, il adhère au PCF.

Il est emprisonné plusieurs jours en 1925, pour une action contre la guerre du Rif.

Il s'investit dans l'activité syndicale à la CGTU. Il participe aussi à la lutte antifasciste ce qui faillit lui coûter la vie. En août 1933, Marcel Paul se rend à Marseille pour une réunion du syndicat des hospitaliers. Alors qu'il sortait de l'Hôtel-Dieu, accompagné d'Edmée Dijoud, infirmière, il sont agressés par une dizaine d'individus. Marcel Paul fut atteint à la tête et laissé sans connaissance. Edmée Dijoud est sauvagement frappée ; elle meurt un mois plus tard.

Sous l'Occupation, il est l'un des cadres clandestins du PCF dans l'Ouest et en région parisienne, jusqu'à son arrestation en novembre 1941. Il est déporté en 1944 et joue un rôle important dans la Résistance communiste du camp de Buchenwald.

En novembre 1945, il devient ministre de la Production industrielle.

Seule ombre au tableau, l'attitude de son parti, en 1945, qui, lors des émeutes de Sétif, le 8 mai 1945, déclare que le soulèvement du Constantinois était un « complot fasciste » accompli par des « agents hitlériens » et le Comité central du PCF appelle à la répression : « *Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute* ». Pour Marcel Paul, à la fin de 1945, l'Algérie, c'est d'abord les ressources pétrolières pour la Reconstruction, puisque l'énergie est le secteur majeur de son activité ministérielle. Les indépendantistes sont des saboteurs.

Après son départ du gouvernement, il reprend son activité syndicale à la CGT.

Lors de la guerre d'Algérie, il participe à des meetings contre la torture et intervient, au nom de la Fédération, pour tenter de sauver Fernand Iveton, militant communiste de l'usine à gaz d'Alger. Avec Me Joe Nordmann, il est reçu par René Coty, président de la République, mais Iveton est guillotiné le 11 février 1957. Comme d'autres syndicalistes, Marcel Paul est menacé ensuite par l'OAS. Le 22 novembre 1961, une charge de plastic est découverte devant son domicile.

boulevard Raymond Poincaré ■ ■

Avant d'être élu président de la République (1913-1920), à la veille de la guerre qu'il a sans doute précipitée, Raymond Poincaré (1860-1934) a été plusieurs fois ministre et président du Conseil.

Son premier gouvernement (1912-1913) a été celui de l'approfondissement de la domination du Maroc, avec l'installation d'un Résident général de France au Maroc (Lyautey).

Pendant la Guerre de 1914-1918, « Poincaré-la-Guerre » approuve l'utilisation massive des troupes coloniales, durant l'offensive Nivelle du Chemin des Dames, par exemple. On le voit à Fismes, près du front, aux côtés du général Mangin, passer en revue les troupes coloniales, durement éprouvée par cette offensive tragique. Entre 1914 et 1918, plus de 275 000 soldats indigènes sont envoyés sur le Front :

181 512 tirailleurs sénégalais, 48 922 Indochinois, 41 355 Malgaches, 2 434 Somalis et 1 067 Çanaques et Polynésiens. 35 200 d'entre eux sont morts ou disparus, soit près de 13 % des effectifs.



Le président de la République, Raymond Poincaré et le général Mangin passent en revue un régiment de tirailleurs sénégalais, à Fismes, le 2 avril 1917.

Les propos racistes que Poincaré tient dans ses Mémoires montre une vision utilitariste des corps noirs, assortie d'un mépris pour leurs croyances religieuses et d'une islamophobie toute naturelle :

1er février 1918 :

« Mgr Lemaître, évêque du Soudan, croit qu'on ne peut guère espérer recruter plus de 40 ou 50 000 indigènes. Encore ne faut-il pas exclure l'hypothèse de révoltes partielles. Il me dit que 50 pour 100 des noirs sont musulmans. L'Islamisme les transforme totalement. Autant ils sont soumis tant qu'ils sont fétichistes, autant, devenus musulmans, ils sont orgueilleux ».

rue Serge Reggiani ***

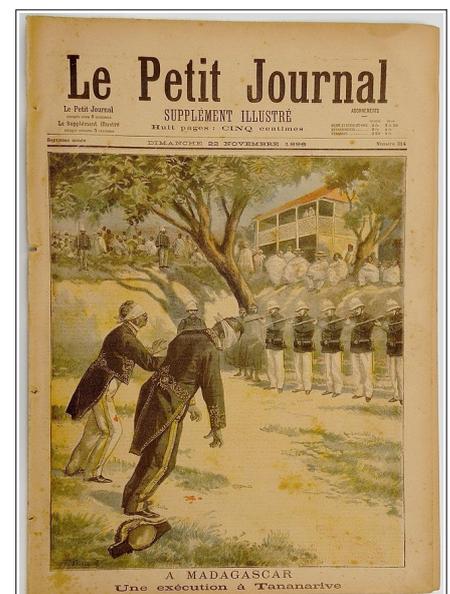
Durant la Guerre d'Algérie, l'acteur et chanteur Serge Reggiani fit partie du réseau Jeanson, des « porteurs de valises » qui soutenaient la lutte du peuple algérien pour l'indépendance. Ainsi, il mit son appartement à la disposition des chefs de la Fédération de France du FLN.

Dans son répertoire, il y a *Le déserteur* de Boris Vian, *L'Arabe*, *Le Zouave du Pont de l'Alma*, *Quand la guerre sera finie...*,

*Je viens de recevoir
Mes papiers militaires
Pour partir à la guerre
Avant mercredi soir
Monsieur le Président
Je ne veux pas la faire
Je ne suis pas sur terre
Pour tuer des pauvres gens
C'est pas pour vous fâcher
Il faut que je vous dise
Ma décision est prise
Je m'en vais déserteur*

rue Alexandre Ribot ■

Homme politique du parti radical. Il commence par s'opposer à la colonisation. Il refuse de voter les crédits demandés par le cabinet Ferry pour l'expédition du Tonkin. et aide Georges Clemenceau à renverser le ministère en 1885.



Exécution du Prince Ratsimamanga et du ministre Rainandriamampandry, opposés à l'annexion de Madagascar par la France (1896).

Mais plus tard, il est président du conseil et il organise alors l'expédition de conquête de Madagascar (1895).

Cette conquête est extrêmement coûteuse en vie humaines : 100 000 Malgaches périssent sur une population de 3 millions d'habitants ! Mais ce qui fait tomber Alexandre Ribot et son ministère, c'est le prix en soldats français et en argent qui a dépassé toutes les attentes et la situation sociale inquiétante du pays dont la grève à Carmaux était un signe. (1895).

rue Jean Rostand *

Le biologiste Jean Rostand (1894-1977) est l'ennemi de toutes les formes de racisme :

« Les thèses racistes sont des constructions gratuites fondées sur une anthropologie tendancieuse et puérole. »

Réformé de l'armée, Jean Rostand s'est engagé en 1915, comme infirmier, à l'Hôpital militaire du Val de Grâce, dans le service du professeur Hyacinthe Vincent, où il participe à la fabrication du vaccin antityphique.

Jean Rostand était membre de l'Académie Française, Président du Mouvement contre l'armement atomique, Président d'honneur de la Libre Pensée.

Il signe l'appel « Des intellectuels se regroupent pour la paix en Algérie », paru dans *L'Express*, le 7 novembre 1955.

rue Jean-Jacques Rousseau *

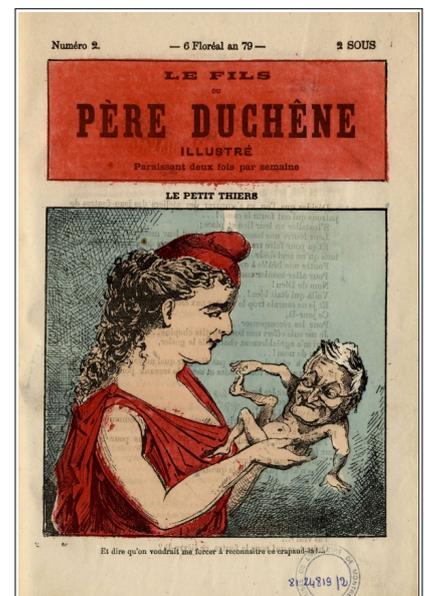
Dans *Le Contrat social*, Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) s'oppose vivement à l'esclavage et à l'asservissement d'un peuple.

« Renoncer à sa liberté, c'est renoncer à sa condition d'homme, aux droits de l'humanité, même à ses devoirs. Il n'y a nul dédommagement possible pour quiconque renonce à tout. Une telle renonciation est incompatible avec la nature de l'homme, et c'est ôter toute moralité à ses actions que d'ôter toute liberté à sa volonté. [...] »

Ainsi, de quelque sens qu'on envisage les choses, le droit d'esclavage est nul, non seulement parce qu'il est illégitime, mais parce qu'il est absurde et ne signifie rien. Ces mots, esclavage et droit, sont contradictoires ; ils s'excluent mutuellement. Soit d'un homme à un homme, soit d'un homme à un peuple, ce discours sera toujours également insensé : je fais avec toi une convention toute à ta charge et toute à mon profit, que j'observerai tant qu'il me plaira, et que tu observeras tant qu'il me plaira. »

avenue Thiers ■■■

Comme Tocqueville et Lamartine, Adolphe Thiers (1797-1877) était membre de la Société de la Morale Chrétienne, opposée à l'esclavage et qui s'efforçait, dans les années 1830, de racheter des esclaves pour les affranchir, dans l'espoir d'aboutir à « l'abolition complète dans nos colonies ».



Marianne embarrassée (comme nous face à l'existence d'une avenue Thiers à Soissons) : "Et dire qu'on voudrait me forcer à reconnaître ce crapaud-là !"

Mais, au moment de la conquête de l'Algérie, Adolphe Thiers explique : « *On vit deux partis : le parti coloniste et le parti anticoloniste* » et Thiers est du côté des colonistes. Il utilise trois arguments qu'il développe devant la Chambre pour passer d'une conquête du littoral à une conquête de l'intérieur du pays. Stratégique : c'est le seul moyen d'assurer la sécurité des implantations côtières. Économique : l'Afrique du Nord a été fertile et prospère sous l'Empire romain, elle peut le redevenir. Tactique : la France y gagne une armée entraînée et aguerrie.

C'est lui suggère, en 1840, le nom du boucher Bugeaud, comme gouverneur général de l'Algérie ; il ne sera nommé que par son successeur, en 1841. Les actions du général Bugeaud correspondent clairement aux définitions des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui seront données en 1945. Il déclarait : « *Le but n'est pas de courir après les Arabes, ce qui est fort inutile ; il est d'empêcher les Arabes de semer, de récolter, de pâturer, de jouir de leurs champs [...]. Allez tous les ans leur brûler leurs récoltes, ou bien exterminatez-les jusqu'au dernier.* » et encore : « *Si ces gre dins se retirent dans leurs cavernes, imitez Cavaignac aux Sbéhas ! Fumez-les à outrance comme des renards.* » Thiers, quant à lui, légitime à l'avance toutes ces exactions :

« *Nous sommes d'avis de pousser la guerre contre Abd el Kader à outrance. Mais nous voudrions hâter aussi la colonisation. Il faudrait que d'ici à peu d'années une population chrétienne pût nous servir d'auxiliaire contre les Arabes, dans le cas où une guerre européenne leur fournirait l'occasion et le moyen de se soulever. Cette population seconderait notre armée, la nourrirait, et la mettrait en mesure de se passer des arrivages de mer devenus plus rares, et plus difficiles. Pour cela il faut peupler la Mitidja, et pour la peupler il faut assurer la vie et la propriété de ceux qui voudront s'y rendre* »... En occupant Mascara, Miliannah etc., les intentions sont claires : « *Les arabes verront que nous voulons conquérir leur pays tout entier [...]. Je [me] suis prononcé en Afrique, pour la colonisation limitée, pour la conquête complète* »

Revenu au pouvoir après la défaire française en 1870, choisi pour présider une République, lui qui avait été ministre des rois, il noya dans le sang la Commune de Paris, en mai 1871, lors de la Semaine sanglante : plus de 20 000 fusillés et morts dans les combats.

Le député socialiste Clovis Hugues , à propos de l'édification d'une statue à son effigie : « *Eh ! parlons-en de ce petit grand homme. Si toutes les victimes qu'il a faites en formaient le socle, sa tête irait toucher le ciel !* »

avenue Voltaire * ■

Voltaire (1694-1778) est connu de tous pour sa dénonciation de l'esclavage, dans *Candide*. A ce titre, il prépare l'émergence, après sa mort, de la Société des Amis des Noirs et l'abolition de l'esclavage par la Convention – qui n'est d'ailleurs pas le seul fait de l'idéologie, mais bien le résultat des révoltes d'esclaves noirs.

Rappelons ce texte célèbre, *Le Nègre de Surinam* :

En approchant de la ville, ils rencontrèrent un nègre étendu par terre, n'ayant plus que la moitié de son habit, c'est-à-dire d'un caleçon de toile bleue ; il manquait à ce pauvre homme la jambe gauche et la main droite. "Eh, mon Dieu ! lui dit Candide en hollandais, que fais-tu là, mon ami, dans l'état horrible où je te vois ? — J'attends mon maître, M. Vanderdendur, le fameux négociant, répondit le nègre. — Est-ce M. Vanderdendur, dit Candide, qui t'a traité ainsi ? — Oui, monsieur, dit le nègre, c'est l'usage. On nous donne un caleçon de toile pour tout vêtement deux fois l'année. Quand nous travaillons aux sucreries, et que la meule nous attrape le doigt, on nous coupe la main ; quand nous voulons nous enfuir, on nous coupe la jambe : je me suis trouvé dans les deux cas. C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe."

Cependant, lorsque ma mère me vendit dix écus patagons sur la côte de Guinée, elle me disait : " Mon cher enfant, bénis nos fétiches, adore-les toujours, ils te feront vivre heureux, tu as l'honneur d'être esclave de nos seigneurs les blancs, et tu fais par-là la fortune de ton père et de ta mère." Hélas ! je ne sais pas si j'ai fait leur fortune, mais ils n'ont pas fait la mienne. Les chiens, les singes et les perroquets sont mille fois moins malheureux que nous. Les fétiches hollandais qui m'ont converti me disent tous les dimanches que nous sommes tous enfants d'Adam, blancs et noirs. Je ne suis pas généalogiste ; mais si ces prêcheurs disent vrai, nous sommes tous cousins issus de germains. Or vous m'avouerez qu'on ne peut pas en user avec ses parents d'une manière plus horrible.

Voltaire, *Candide*, 1759.

Mais il n'y a pas besoin de creuser beaucoup pour trouver aussi chez Voltaire un racisme d'occidental blanc, éclairé, certes, par les Lumières :

Les « races » :

« Il n'est permis qu'à un aveugle de douter que les blancs, les nègres, les Albinos, les Hottentots, les Lapons, les Chinois, les Américains soient des races entièrement différentes. »

Les « nègres » :

« Leurs yeux ronds, leur nez épaté, leurs lèvres toujours grosses, leurs oreilles différemment figurées, la laine de leur tête, la mesure même de leur intelligence, mettent entre eux et les autres espèces d'hommes des différences prodigieuses. Et ce qui démontre qu'ils ne doivent point cette différence à leur climat, c'est que des nègres et des négresses transportés dans les pays les plus froids y produisent toujours des animaux de leur espèce, et que les mulâtres ne sont qu'une race bâtarde d'un noir et d'une blanche, ou d'un blanc et d'une noire. »

Et le racisme éclairé de Voltaire s'en prend aussi violemment aux Juifs.

Le grand reproche qu'il fait, c'est d'avoir transmis la superstition biblique au catholicisme. C'est par refus de la religion qu'il est d'abord hostile aux Juifs. Pour lui, la religion chrétienne a hérité des « tares du judaïsme ».

Mais cette aversion franchit largement les limites de la religion et Voltaire véhicule les pires préjugés de l'antisémitisme :

« N'est-il pas clair (humainement parlant, en ne considérant que les causes secondes) que si les Juifs, qui espéraient la conquête du monde, ont été presque toujours asservis, ce fut leur faute ? Et si les Romains dominèrent, ne le méritèrent-ils pas par leur courage et par leur prudence ? Je demande très humblement pardon aux Romains de les comparer un moment avec les Juifs. »

Article « Juifs » du Dictionnaire philosophique :

« Vous ne trouverez en eux qu'un peuple ignorant et barbare, qui joint depuis longtemps la plus sordide avarice à la plus détestable superstition et à la plus invincible haine pour tous les peuples qui les tolèrent et qui les enrichissent. Il ne faut pourtant pas les brûler. »

Et le racisme voltairien s'en prend également aux Tziganes. On sent que l'aspect de superstition religieuse en est le motif principal :

Tziganes :

« Il y avait alors une petite nation, aussi vagabonde, aussi méprisée que les Juifs, et adonnée à

une autre espèce de rapine ; c'était un ramas de gens inconnus, qu'on nommait Bohèmes en France, et ailleurs Egyptiens, Giptes ou Gipsis, ou Syriens [...]. Cette race a commencé à disparaître de la face de la terre depuis que, dans nos derniers temps, les hommes ont été désinfectés des sortilèges, des talismans, des prédictions et des possessions. »

Et l'islam ?

La pièce *Le Fanatisme ou Mahomet le prophète* (1742) semble un modèle d'islamophobie. Mahomet est présenté comme un homme « qui égorge les pères » et ravit « les filles ». C'est un « *Tartuffe les armes à la main* ». Le Coran est décrit comme un « *livre inintelligible, qui fait frémir le sens commun à chaque page* ».

Cependant, il y a là un gros risque de contresens. L'islam et les Musulmans n'intéressent en rien Voltaire, ni son public. Ce que décrit cette pièce, c'est l'Église chrétienne. C'est un procédé courant au 18^e siècle – pensons aux *Lettres persanes* – que de faire semblant de laisser parler un étranger pour viser, en fait, les réalités françaises et échapper ainsi à la censure. Le « fanatisme » qui est dénoncé ici, c'est bien celui des Chrétiens...

Il faut ajouter que Voltaire n'a pas été très regardant sur ses investissements financiers. S'il faut rejeter comme un faux du 19^e siècle, une lettre où il se serait réjoui de l'arrivée d'un navire négrier, s'il est faux de dire que Voltaire était un négrier, on peut trouver les traces de ses investissements dans des navires de commerce, la plupart en droiture – c'est-à-dire directement vers les Amériques, sans l'étape africaine esclavagiste –, mais il est vrai aussi que Voltaire plaça environ 10 000 Livres sur le *Saint-Georges*, parti en décembre 1751 pour Buenos Aires avec une escale dans le golfe de Guinée. L'investissement est ici direct, puisqu'il s'agit d'un prêt à la grosse aventure, mais il est peu probable que Voltaire ait informé de la nature exacte de cette expédition avant le placement effectif de l'argent.

A force de mépriser tous les peuples, toutes les religions, toutes les races qui seraient sous le joug de la superstition, on voit poindre l'idéologie colonialiste : il faut libérer les peuples par la conquête « civilisatrice ». Car si pour les Lumières, la colonisation, la traite et l'esclavage sont contraires à la raison et à la justice humaine, ils se trouvent aussi à l'origine du progrès économique, qui leur semble être à la base du progrès de la raison.

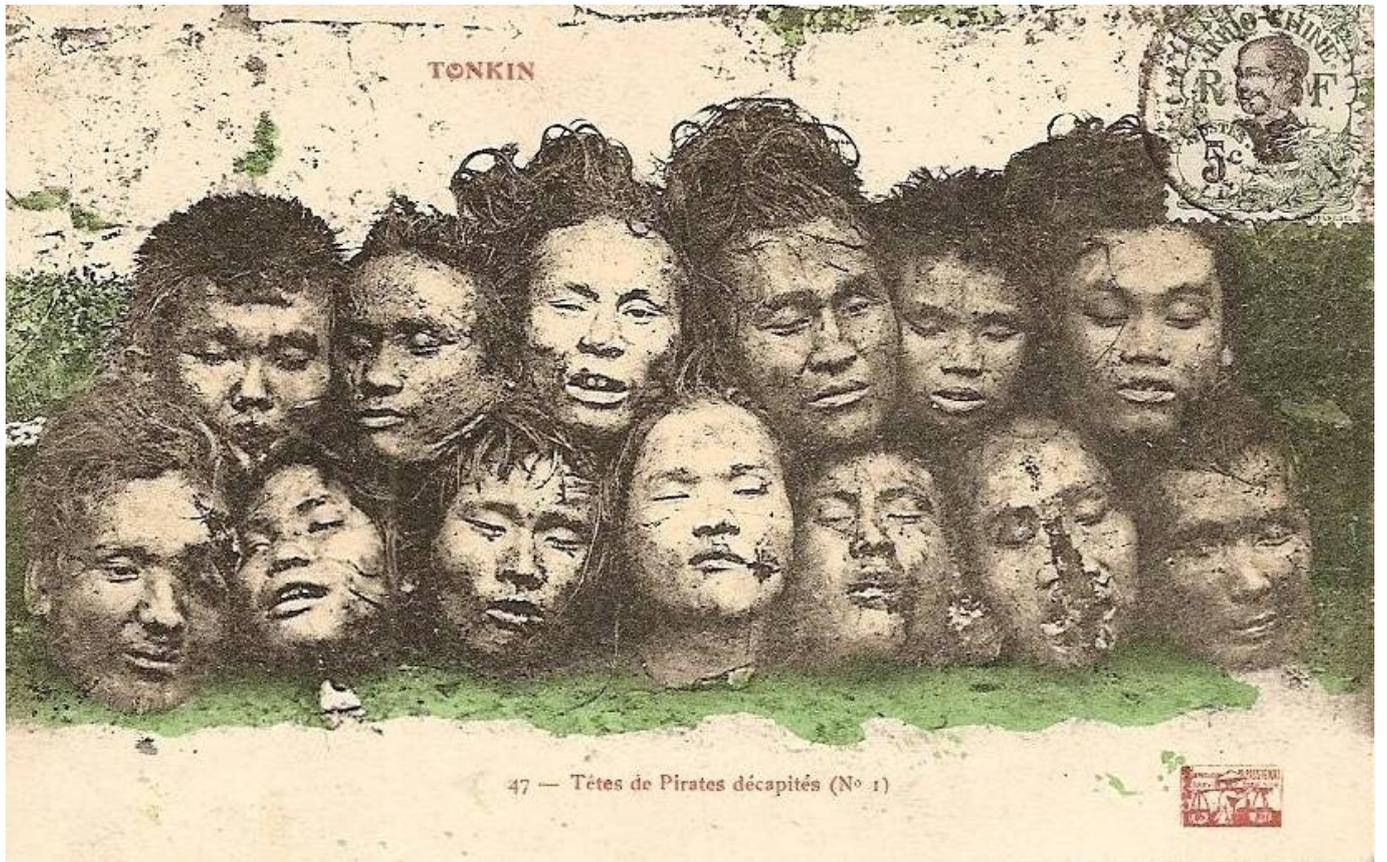


Index des noms de rue

Introduction.....	3
rue Léon Blum ■.....	5
rue Jacques Brel *.....	5
boulevard Georges Clémenceau **.....	5
boulevard Condorcet *.....	6
rue du président René Coty ■ ■.....	7
avenue du Général de Gaulle ■ ■.....	7
rue Paul Doumer ■ ■.....	8
boulevard Jules Ferry ■ ■.....	9
boulevard Gambetta ■ ■.....	9
quartier Gouraud ■ ■ ■.....	10
rue Jean Jaurès *.....	11
rue du Maréchal Juin ■.....	11
place Lamartine ■.....	12
boulevard du maréchal de Lattre ■ ■ ■.....	12
rue Ernest Lavisse ■.....	13
rue du général et de la Division Leclerc ■ ■.....	13
rue du Capitaine Letellier *.....	14
boulevard du Maréchal Lyautey ■ ■ ■.....	14
rue Mahieu ■.....	16
rue du Général Mangin ■ ■ ■ ✱.....	16
allée Pierre Mendès-France ■.....	17
Jean Mermoz ■ ■ ✱ ✱.....	18
rue Marcel Paul *.....	19
boulevard Raymond Poincaré ■ ■.....	19
rue Serge Reggiani ***.....	20
rue Alexandre Ribot ■.....	20
rue Jean Rostand *.....	21
rue Jean-Jacques Rousseau *.....	21
avenue Thiers ■ ■ ■.....	21
avenue Voltaire * ■.....	22



*Troupes coloniales françaises et soldats britanniques,
à Soissons, en 1914.*



Indochine française